

FONDS LOGEMENT UNIQUE DE LA LOIRE

CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT ET DE MEDIATION LOCATIVE

- Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,
- Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,
- Vu la loi relative aux libertés et responsabilités locales n° 2004-809 du 13 août 2004,
- Vu la loi n° 2006-87 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,
- Vu la Convention départementale portant création du Fonds Logement Unique de la Loire signée le 18 septembre 2002,
- Vu la charte de l'Accompagnement Social Lié au Logement signée le 23 juin 1997,
- Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 17 février 2006,
- Vu l'avis favorable du Comité Responsable du Plan en date du 6 décembre 2007,

La présente convention est conclue entre :

D'une part,

Le Département de la Loire, 2 rue Charles de Gaulle, 42022 SAINT-ETIENNE Cedex, représenté par Monsieur le Président du Conseil général, dûment habilité par décision de la Commission permanente en date du 4 février 2008,

Et d'autre part,

L'Association Service Logement (ASL), 14 rue de la Paix et Aristide Briand - 42000 SAINT-ETIENNE (Tél : 04 77 47 11 74) représentée par Monsieur Paul PONCEAU, Président, ayant pleins pouvoirs aux fins de la présente convention, ci après désigné le "contractant".

Il est convenu ce qui suit,

Préambule :

L'Association Service Logement propose des solutions de logement avec un accompagnement à la gestion locative de proximité au titre de *l'Aide à la Médiation Locative (A.M.L.)* pour les ménages les plus démunis en lien direct avec les dispositifs du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées. A ce titre elle répond aux attentes des partenaires engagés dans la recherche de solutions logement durables pour le public qu'elle accueille.

Article 1^{er} - Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de verser une subvention au contractant, afin de soutenir la réalisation, à la date d'effet de la présente convention, des actions suivantes :

- **louer des logements mobilisés par voie de mandat de gestion à des ménages défavorisés au sens de l'article 1^{er} de la loi du 31 mai 1990.**

Article 2 - Engagements du contractant

Le contractant s'engage :

à louer annuellement dans les conditions de la présente 327 logements,

- à veiller à ce que les ménages locataires soient bien issus du fichier de la demande prioritaire de logement relevant du PDALD de la Loire,
- à fournir un bilan détaillé faisant apparaître :

- ↳ la liste des logements mobilisés : adresse précise, type, durée de mobilisation,
- ↳ les caractéristiques de l'occupation : composition familiale, ressources, durée d'occupation.

Article 3 - Engagements du Département de la Loire

Le Département s'engage à financer l'action de l'ASL qui s'inscrit, au titre du Fonds Logement Unique, dans le cadre du programme d'actions du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées.

Article 4 - Dispositions financières

4.1. Participation du FLU

Le Département de la Loire versera une subvention **pour un montant global de 155 325 € TTC** correspondant à :

327 logements x 475 € de forfait annuel = **155 325,00 € TTC**

4.2. Echancier des paiements

Les modalités de paiements sont les suivantes :

- Un premier acompte de 30 % sera versé à la signature de la présente, soit **46 597, 00 € TTC**

- Un second acompte de 30 % sera versé sur demande à l'issue d'une période de six mois, sur présentation de la liste des logements mobilisés (adresse, durée).
- Le solde sera versé à l'échéance de la convention sur la présentation du bilan détaillé mentionné à l'article 2.

Dans le cas où l'association aurait perçu des acomptes pour un montant supérieur à la mobilisation effective des logements, elle devra procéder au remboursement des sommes trop perçues.

La révision de la subvention donnera lieu à la conclusion d'un avenant à la convention.

Le comptable assignataire des paiements est Madame le Payeur départemental, 22 rue Balaÿ 42022 Saint-Etienne.

Article 5 - Suivi et évaluation des missions subventionnées

Les parties sont tenues à une concertation régulière pendant toute la durée de la convention.

Une réunion/bilan aura lieu au cours du 9^{ème} mois de l'exercice avec les membres de l'équipe technique du PDALD. Avant cette date, le contractant devra fournir un bilan écrit de l'action, portant sur les aspects qualitatifs et quantitatifs.

Ce bilan effectué au plus tard 3 mois avant la date d'échéance annuelle, permettra à chacune des parties de prendre toutes dispositions à l'échéance de celui-ci, et notamment au gestionnaire de prononcer l'admission des prestations réalisées au titre de la présente convention.

Le contractant s'engage à communiquer au Département les bilans intermédiaires et le bilan final.

Article 6- Contrôle des fonds alloués (Article 10 de la loi du 12 avril 2000/Arrêté du 11 octobre 2006/ Art. 1611-4 CGCT)

Le cocontractant est tenu de fournir au Département, une copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de des activités subventionnées.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, le cocontractant doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention dans les conditions prévues par l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 alinéa 4 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Article 7 - Durée de la convention

La présente convention produira ses effets à compter de sa notification aux parties et expirera le 31 décembre 2008.

Dans tous les cas d'achèvement anticipé de l'action tels que visés aux articles 9 et 10 le paiement du contractant se fera au prorata du niveau de réalisation de l'action.

Article 8 - Interdiction de reversement de la subvention allouée (Décret- loi 2 mai 1938)

La subvention est attribuée à l'ASL, qui ne pourra reverser à un tout autre organisme tout ou partie des fonds alloués.

Article 9 - Dénonciation

Le Département se réserve la faculté de dénoncer la présente convention, à tout moment, pour tout motif d'intérêt général, après un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 - Résiliation

Le Département se réserve la faculté de résilier la présente convention si le contractant ne remplit pas ses obligations, après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette mise en demeure reste infructueuse dans un délai de 15 jours, la résiliation prendra effet à l'expiration du délai. La lettre résiliation, constatant le non-respect de l'obligation, sera adressée au contractant en recommandée avec accusé de réception.

Article 11 - Règlement des différends

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Saint-Etienne, le

**Pour le Département,
Le Président du Conseil général de la Loire**

Cachet et signature

**Pour l'Association Service Logement,
Le Président**

Cachet et signature